

# « La France d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle durant la guerre d'Algérie »

**POLITIQUE.** L'historien Perpignanaise Nicolas Lebourg publie *La nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu* où il analyse les discours d'une partie de la classe politique comparant la période actuelle et celle de l'Algérie des années 1954-1962.

**P**ourquoi avoir travaillé avec Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifop, sur ces affirmations de responsables politiques, militants d'extrême droite et éditorialistes qui établissent un parallèle entre la situation actuelle des attentats et la guerre d'Algérie ?

L'idée était que face à la place de plus en plus forte de cette analogie dans la bouche d'un Zemmour, d'un De Villiers, de Marion Maréchal Le Pen, d'un Rioufol, professionnels du buzz polémique, la seule manière intelligente de répondre était de les prendre par la rationalité sans être dans un débat moral ou éthique. On a donc décidé de répondre par les faits en travaillant sur les archives pour montrer que leurs arguments sont empiriquement faux. C'est le test de la lumière pour le vampire. Leurs saillies ne supportent pas la lumière historique des faits.

**Alors selon vous, pourquoi comme l'indique votre titre : la nouvelle guerre d'Algérie n'aura pas lieu ?**

Tout est différent. Sur le fantasme de la guerre civile en comparant aujourd'hui avec la deuxième partie de la guerre d'Algérie. On a sur l'Hexagone 150 000 cotisants pour les réseaux du FLN sur 380 000 Algériens présents en métropole. La pénétration des réseaux du FLN est sans aucune mesure avec la pénétration de Daesh aujourd'hui.

**« Comparé les attentats de Daesh et ceux du FLN, c'est comparer Vercingétorix et Himmler »**

Du côté de l'OAS et comme le montrent les archives des services de renseignement, l'armée et la police elle-même ont une forte pénétration des réseaux de l'OAS. Aujourd'hui Daesh n'a pas pénétré à ce degré-là par l'armée et la police française. L'extrême droite n'a ni les réseaux activistes organisés de l'époque, ni de

pénétration dans la population ou dans les secteurs de l'État. Sur toutes ces questions de l'appareil d'État, des réseaux, de l'opinion publique, on n'est pas dans la même situation aujourd'hui. On n'a même pas les mêmes stratégies de frappes. Les attentats du FLN visent l'appareil d'État, la police et les sites de production et les actes de tueries de masse ne sont imaginées que par une frange de l'OAS qui vont s'opposer par exemple aux collecteurs de fond pour qui cette stratégie est profondément contre-productive. Comparer les attentats de Daesh et ceux du FLN, c'est comparer Vercingétorix et Himmler.

**Ce que vous dites aussi dans ce livre, c'est que le personnel politique et les éditorialistes n'utilisent pas des analogies entre ces deux périodes alors qu'elles pourraient être plutôt pertinentes mais iraient à contre-courant des vérités qu'ils assèment ?**

Tout à fait. Il y a deux exemples criants. Tout d'abord concernant l'OAS. Nous publions dans le livre une carte des attentats de l'OAS à partir du moment où on a une territorialisation des actes terroristes en 1961. Le but de l'organisation est bien un basculement de l'opinion nationale, non une simple fragilisation de l'appareil d'État ou un impact sur l'appareil technostucturel concentrés dans la capitale et ses environs. Les nationalistes français traduisent dans les faits le slogan peint de mur en mur : « L'OAS frappe où elle veut, quand elle veut ». À cet égard, il n'est pas anodin que, dans les enquêtes d'opinion d'aujourd'hui, le différentiel en termes de perception de l'état de guerre entre les seniors et les générations suivantes aient sensiblement diminué après les attentats de juillet 2016 commis en province (Nice, Saint-Etienne-du-Rouvray, Magnanville). La menace s'étendant sur tout le territoire, on a un basculement de l'opinion des seniors car ils retrouvent une violence qui leur réveille les souvenirs de la guerre civile.

Un autre exemple caricatural, c'est l'exemple de l'internement des fichés S. On a des bilans dans la période de la guerre d'Algérie, que ce soit chez les partisans de l'Algérie française ou chez les nationalistes algériens. On a des bilans, on a des pratiques. On pourrait dire si l'internement est efficace ou ne l'est pas. Il faut dire que ça ne plaide pas pour leurs causes.

**« Pourquoi l'exemple des internements pendant la guerre d'Algérie n'est pas évoqué ? »**

Ces internements autoritaires, simplistes et liberticides sont des fiascos sécuritaires car ils permettent à ces réseaux de s'organiser. La prison devenant des centres de formation idéologique et politique. Je n'ai pas la prétention de dire comment faire aujourd'hui mais si on avait regardé un peu l'histoire, on aurait pu éviter de perdre du temps. D'ailleurs, sur les quartiers déradicalisés, l'État a mis un an pour se rendre compte de son erreur et de les défaire.

**Selon des chiffres que vous publiez, vous montrez que malgré l'ampleur des attaques, l'esprit de vengeance des Français n'est pas aussi fort que cela ? On remarque aussi que le ressentiment envers l'islam n'a pas bougé entre 2010 et 2016 \* ?**

L'islamophobie est un produit idéologique extrêmement fort et extrêmement répandu. Mais mine de rien, cela se répand moins après la vague d'attentats comme on aurait pu l'imaginer. On a un gros pic de violences anti-musulmans après le 7 janvier 2015. Certes toute violence est de trop mais elles sont contenues et même descendantes après le 13 novembre et les attentats de Nice.

**Si cette réponse n'est pas forte de la part des Français, ces derniers en appellent à une réaction plus forte de l'État ?**



► Pour l'historien Perpignanaise Nicolas Lebourg, les analogies proférées par la droite et de l'extrême droite entre la France d'aujourd'hui et la situation en métropole durant la guerre d'Algérie ne résistent pas à une analyse historique et détaillée des faits. Photo Thierry Gillel

Clairement. Toute réponse qui consiste à frapper les terroristes est validée. Jérôme Fourquet montre au travers des enquêtes d'opinion une demande hégémonique sur l'internement des fichés S ou même l'usage de la torture pour les personnes suspectées de terrorisme qui est plébiscitée. Cela prouve encore que l'on n'est pas dans la guerre civile car en réponse au terrorisme, c'est l'État qui a le monopole de la violence légitime sur le territoire. Il n'y a pas comme en 1957-1962 l'idée d'un contre-terrorisme. On voit bien que les discours de Zemmour et de Rioufol, qui ont une vraie pénétration dans l'opinion, ne tiennent pas une seconde.

**Recueillis par Julien Marion**

► \* 13 terroristes entre 2012 et 2016 en France sont d'origine algérienne.

► \*\* À la question : diriez-vous qu'aujourd'hui les musulmans et les personnes d'origine musulmane sont bien intégrés dans la société française ? 68 % disent non en décembre 2010. Ce chiffre est équivalent en avril 2016.

## À SAVOIR

### Ces élus professionnels du raccourci historique

**Martial Bild**, ancien cadre du Front national et fondateur du Parti de la France déclare sur Twitter après l'assassinat au nom de l'État islamique du prêtre Jacques Hamel : « Il va falloir accepter de vivre la guerre d'Algérie sur notre sol français. Et ne pas rester désarmés physiquement et moralement ».

**Éric Zemmour**, journaliste et éditorialiste sur la chaîne d'information LCI le 12 septembre 2016 : « Nous sommes dans la revanche de la guerre d'Algérie ».

**Guillaume Peltier**, ancien du Front national aujourd'hui chez les Républicains publie un communiqué de presse le 23 mars 2016 en reprenant les stratégies de la contre-insurrection durant la bataille d'Alger : « Combien de Molenbeek dans nos caves, nos banlieues, nos campagnes tranquilles ? À quand la fin de décennies d'impunité ? À quand le nettoyage méthodique et militaire des foyers de haines qui gangrèment notre pays ? ».

**Claude Goasguen**, député-maire Républicains du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris affirme à la télévision en septembre 2016 : « Nous avons un problème avec les Maghrébins, incontestable. Cette affaire de la guerre d'Algérie a été très mal perçue par la communauté musulmane maghrébine de la troisième génération, mais aussi par certains Français. Elle ressort ».

**Robert Ménard**, maire de Béziers soutenu par le Front national : « Colonisation de peuplement, disait-on de la présence française en Algérie. Il faut parler aujourd'hui, en France, d'immigration de peuplement, d'immigration de remplacement. Nous sommes ici pour dire tout cela à ceux qui armaient le bras des assassins, des bourreaux des Français d'Algérie. Des assassins, des bourreaux qui nourrissent encore aujourd'hui une haine à l'égard de la France, de ses valeurs, de son histoire, de ses combats, de sa civilisation ».

## L'Algérie coloniale et le mythe du grand remplacement

Tout un paragraphe de ce livre de la Fondation Jean Jaurès concerne la problématique de la soi-disant « submersion ». Un thème historiquement porté par l'extrême droite mais qui depuis plusieurs mois est repris aussi par une partie des élus républicains avec comme point d'orgue le fait que le compte Twitter officiel du candidat (LR) à la présidentielle François Fillon a aimé un tweet sur la « rémigration ». Alors quel lien entre la guerre d'Algérie et cette théorie du grand remplacement ? Pour Nicolas Lebourg, « les prophéties de guerre raciale à l'intérieur des sociétés multiethniques ne datent pas d'hier mais elles sont passées des marges au cœur du dispositif politico-médiatique. Ainsi, « Nationalité » entre dans

le dictionnaire en 1835, « immigration » en 1876, « Racisme » en 1932 mais on trouve une première occurrence en 1892 chez un pamphlétaire qui craint la submersion raciale des Français du Nord, de souche gauloise, par ceux du Sud, de souche Latine. En Algérie, les colons et leurs descendants mettent en place entre 1900 et 1945 tout un champ lexical de péjoration des autochtones encore en usage dans le vocabulaire raciste. La seule péjoration raciste novatrice depuis l'époque coloniale, c'est « Muzz » après les attentats du 11 septembre 2001 et qui renvoie à la dimension religieuse de l'Islam qui n'existe pas dans l'Algérie coloniale. Tous ces thèmes de la submersion renvoient également à la question de la guerre d'Algé-

rie avec la façon très particulière dont l'espace était territorialisé de manière ethnique. Je sais bien que cela peut heurter quelques pieds-noirs qui diront que les populations étaient toutes mélangées mais ce n'était pas vrai. Il y avait une géographie particulière dans l'Algérie coloniale. Ces thèmes-là de l'angoisse sont ceux sur lesquels s'appuie Zemmour, De Villiers. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que la première personne à parler de ça, c'est René Binet, trotskiste entré dans la waffen SS qui met en avant après la seconde guerre mondiale cette idée d'un grand remplacement essaïmé dans toute l'extrême droite européenne mais sur une thématique antisémite et sur son fantasme d'une dictature mondialiste. Après 2001, cette théo-

rie s'écroule pour se substituer à cette thématique du grand remplacement démographique, culturel et religieux de l'Orient sur l'Occident. On l'a vu dernièrement à Coblenze en Allemagne où le parti de droite souverainiste de l'AFD s'est radicalisé sur ces questions-là en deux ans à une vitesse extraordinaire pour se positionner clairement aujourd'hui à l'extrême droite. On voit bien en Allemagne que l'extrême droite ne pouvait se développer mais pour la première fois on a un début de cristallisation d'un parti d'extrême droite en Allemagne parce qu'il est sur les thèmes du néopopulisme, la défense de l'Europe contre l'orientalisation. C'est une vague de fond culturel avec un mythe fondateur qu'est le thème du grand remplacement ».